

Coordonné par Isabelle Grangaud et Christelle Taraud***

Le choix des lectures de cette livraison 2000-2001 s'est plus particulièrement concentré sur la question du *fait colonial* et sur les traitements différenciés ou/et divergents dont il a pu faire l'objet. Ce choix n'a pas été, a priori, motivé par l'activité éditoriale de l'année mais par une volonté de concentrer autour d'une même thématique un vaste objet d'étude (le fait colonial) singulièrement *opérant* pour comprendre l'histoire du Maghreb contemporain. Depuis peu, en effet, l'actualité de la recherche, mais aussi les débats politiques et sociétaux en France, proposent de nouvelles lectures sur la *question* coloniale et de nouvelles modalités pour son traitement. En 2001-2002 surtout, de nombreux livres ont paru sur le sujet. Des synthèses de Daniel Rivet sur le *Maghreb à l'épreuve de la colonisation* (Hachette Littératures, 2002) et de Jacques Frémaux : *Les empires coloniaux dans le processus de mondialisation* (Laisonneuve et Larose, 2002) à l'approche démographique de Kamel Kateb, *Européens, indigènes et juifs en Algérie, 1830-1962* (Éd. Bouchène, 2002), des contributions foisonnantes et diversifiées ont vu le jour dont celles de Claude Liauzu : *Passeurs de rives. Changement d'identité dans le Maghreb colonial* (Harmattan, 2000) et (avec Josette Liauzu) *Quand on chantait les colonies. Étude de la colonisation dans la culture populaire de 1830 à nos jours* (Éd. Sylleps, 2002), d'Élisabeth Mouilleau : *Fonctionnaires de la République et artisans de l'Empire. Le cas des contrôleurs civils en Tunisie (1881-1956)* (L'Harmattan, 2000), de Michel Levallois : *Ismaïl Urbain. Une autre conquête de l'Algérie* (Maisonneuve et Larose, 2001). À la relative indigence des publications de ces dernières années répond donc bien, en 2001 et 2002 notamment, un véritable frémissement de l'édition particulièrement visible dans les ouvrages dont le thème principal est la guerre d'Algérie, tels ceux d'Annie Rey-Goldzeiguer : *Aux origines de la guerre d'Algérie, de Mers el Kebir aux massacres du nord-constantinois* (La découverte, 2002), de Hardy, Lemoine et Sarmant : *Pouvoir politique et autorité en Algérie*

* CNRS-IREMAM.

** Paris I.

française : hommes, textes et institutions, 1945-1962 (L'Harmattan, 2002) ou de Guy Pervillé : *Pour une histoire de la guerre d'Algérie* (Picard, 2002). On s'en doute, cette effervescence éditoriale est liée au regain d'intérêt que connaît depuis peu en France la question coloniale. L'importance du nombre de publications (en partie sollicitées par les grandes maisons d'édition), mais aussi de colloques et de séminaires traitant de l'histoire de la colonisation, des empires coloniaux, des sociétés colonisées oblige dès lors à une mise au point préalable : les comptes rendus de cette livraison de l'*Annuaire* ne font qu'effleurer l'abondance et la diversité de la production et les questionnements qu'elles suscitent. Malgré tout, ils posent un certain nombre de problèmes qui font sens dans la perspective d'un *renouveau* du champ.

À cet égard, la note de lecture de Fanny Colonna traitant respectivement des livres de Jeannine Verdès-Leroux et de Jean Jacques Viala est très éclairante car elle nous ramène à l'essence du travail historique : *le questionnement original* et aux moyens de le mettre en place : *la méthode*. C'est aussi, d'une certaine manière, ce que note James Mc Dougall à propos des actes du colloque en l'honneur de Charles-Robert Ageron. Dans les deux cas, il s'agit de révéler en quoi l'étude d'objets *difficiles* (les « pieds-noirs », la guerre d'Algérie), dans une perspective méthodologique et conceptuelle renouvelée, peut permettre de *repenser* l'histoire coloniale et d'en donner une « image » moins *convenue* et *attendue*. En témoignant d'une « réalité » complexe, celle d'une vingtaine de pieds-noirs de Mostaganem en 1962, Jean Jacques Viala nous donne en effet à voir un univers de la *contradiction* bien « différent » de ce que l'on pourrait « attendre » de cette « population » à ce « moment » précis de son histoire. C'est peut-être là que se joue *vraiment* la nécessité de renouvellement de la discipline, dans le dépassement de certains clivages et de certains stéréotypes véhiculés des deux côtés de la « frontière » coloniale qui tendent souvent à bipolariser et à opposer les sociétés (européennes et « indigènes ») sans tenir compte du fait (ou si peu) qu'au-delà des conflits (déclarés ou larvés) existent bien des *interactions* et des *hybridations*, pas toujours synonymes d'ailleurs d'*intercompréhension* comme le montre Laurent Dartigues dans son compte rendu de *Culture et impérialisme* d'Edward S. Said, mais qui marquent quand même la présence (troublante, dérangeante, conflictuelle) d'un *autre* en soi. Reconnaître cette présence, en étudier les modalités, sans nier ou occulter, évidemment, le contexte de sa production (la domination coloniale), est une manière de *réinventer* l'histoire coloniale en dépassant le « face à face » (souvent surexposé) pour s'attacher *aussi*, comme le soulignent les contributions de cette livraison (y compris celle de Vincent Geisser qui ne traite pas de la colonisation mais du *fait méditerranéen* dans la longue durée), au « côte à côte ». Un point de vue que défend dans ces pages, dans un compte rendu un peu particulier relatif au projet, pour le moins ambigu, d'un « Mémorial de la France d'Outre Mer » à Marseille, Claude Liauzu. En rappelant qu'il n'y a pas *déficit* de mémoires (comme le montre l'importante production de livres de témoignage déjà mentionnée dans la précédente livraison de l'*Annuaire*), mais *insuffisance* d'histoire, le texte de Claude Liauzu fait aussi brutalement écho à la note de lecture de Christelle Taraud à propos du livre d'Ahmed Marzouki : *Tazmart. Cellule 10*.

Daniel RIVET et al, *La Guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises. Actes du colloque en l'honneur de Ch-R Ageron, Sorbonne, novembre 2000*, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre Mer, 2000, 683 p.

Témoin d'un immense travail, ce livre de presque sept cent pages et qui recueille une quarantaine de contributions, l'est à la fois par ce qu'il entend honorer - l'œuvre monumentale d'un très grand historien, Charles-Robert Ageron - et par ce qu'il enregistre en termes de résultats d'un colloque international de trois jours, brossant un tableau substantiel de l'état des recherches récentes et en cours sur cet événement clé de l'histoire contemporaine qu'est la guerre d'Algérie. C'est à ce titre, plutôt qu'en tant que contribution à l'histoire de la guerre elle-même, ou même à une histoire comparée des décolonisations (ne fût-ce que françaises), que ce livre intéressera tous ceux qui s'interrogent sur ce qu'il en est de la réflexion à propos de l'histoire coloniale et de la décolonisation de l'Algérie, ainsi que de son écriture, notamment au sein de l'université française.

Plutôt qu'une appréciation en soi des travaux du professeur Ageron - qui ne sont pas pour autant absents des discussions, et surtout des références en notes infrapaginales - les organisateurs du colloque et les rédacteurs de l'ouvrage ont choisi, comme le fait remarquer Daniel Rivet dans son allocution d'ouverture, de « le rejoindre là où [il a] tout dernièrement planté [sa] tente de chercheur », c'est-à-dire sur le terrain de l'écriture de l'histoire de la guerre d'indépendance algérienne. Le « miroir des décolonisations » du titre évoque un autre aspect des travaux de Charles-Robert Ageron : sont présentes en effet des études dont les regards portent, hors et parfois très loin de l'Algérie, sur Madagascar, le Cameroun ou l'Indochine, sans oublier, bien entendu, les expériences tunisienne et marocaine. L'ouvrage s'organise en cinq parties. Encadré par deux volets portant, l'un, sur l'Algérie au lendemain de 1945, l'autre sur la question de la construction du récit historique -, un triptyque (correspondant à la moitié du volume), étudie l'événement proprement dit, la guerre d'Algérie, sous trois rubriques : « originalités d'un conflit », « résonances internationales » et « retentissements métropolitains ».

L'ordonnancement des différentes contributions peut relever d'un certain arbitraire - l'on se demande en quoi l'utile compte rendu d'Agnès Goudail sur les fonds d'archives françaises se rapporterait à « l'Algérie au lendemain de la seconde guerre mondiale », qui n'est nullement la question abordée par son texte, pas plus que par les études minutieuses de Dominique Barjot et d'Hubert Bonin, qui s'intéressent tous deux aux liens entre l'histoire du capitalisme français et celle de la colonisation de l'Algérie, ni, non plus, que par la contribution de Mohammed Harbi qui traite, lui, de la forme de pouvoir exercé par les plus hautes instances du FLN. Il reste néanmoins indéniable que chaque partie du livre apporte d'intéressantes réflexions et mises au point de grande qualité à la fois empiriques (de très nombreuses références sont faites à des fonds d'archives ou autres sources historiques utilisées) et quant aux expressions d'une pensée étonnante, parfois, par sa lucidité d'auto-critique et sa rigueur méthodologique face à des sujets d'enquête - la torture, la mémoire militante, le massacre - qui restent, et c'est aussi l'une des préoccupations du livre, passionnels si ce n'est indicibles.

C'est surtout à cet égard que ce livre montre sa qualité de témoin à la fois de l'état des lieux de la recherche dans le champ scientifique qu'il ques-

tionne et de ses failles. On peut remarquer quelques inconvénients d'ordre tout à fait mineur : l'absence d'une bibliographie compréhensive des publications de Ch.-R. Ageron, évoquée (p. 682) mais non livrée ; le fait que la guerre d'Algérie elle-même, pourtant centrale dans la problématique affichée, reste marginale pour certaines contributions et même parfois totalement absente¹ ; surtout, un procédé de règlements de comptes chez certains auteurs qui, même s'il peut s'avérer bien instructif dans le contexte des débats engagés², ne donne pas moins le sentiment, surtout au lecteur non-français, de s'être ingéré malgré lui dans des querelles de famille. C'est là, en effet, aussi que cet ouvrage se révèle des plus instructifs. Non pas, disons-le tout de suite, parce que la révolution algérienne et la guerre coloniale en vue de la réprimer relèveraient, comme on a pu parfois le suggérer, d'une « affaire de famille », métaphore bien mal accouchée (pour la reprendre en ironisant) d'une longue histoire coloniale qui n'a enfanté que trop de phantasmes déclinés sur des thèmes variés (parenté, possession, connaissance charnelle, bâtardise etc.) ; cela, sans parler du thème de « l'Algérie fille de la France », qui se trouve, sous une forme illustrée, (le monument encadré par des drapeaux algériens - image qui se prête à plusieurs lectures...) jusque sur la couverture de ce livre. Par contre, le fait même que ce colloque international de très haut profil - tenu en Sorbonne, avec le soutien de pas moins de cinq ministères sans compter l'ambassade de France à Alger et le CNRS, enfin placé sous le haut patronage du Président de la République - compte dans ses actes publiés une quarantaine de textes dont 32 sont l'œuvre des seuls Français, quand huit seulement proviennent d'Algériens et de Tunisiens en dit beaucoup sur l'état des lieux.

Il n'est pas question, bien sûr, d'en faire le procès aux organisateurs ou rédacteurs ni au champ scientifique dans lequel ils se trouvent - il n'est que trop évident que les circonstances difficiles de la vie intellectuelle et de l'université au Maghreb, en tout cas en Algérie, y sont pour beaucoup³. L'absence ici de tout compte rendu des archives algériennes, qui aurait pu faire pendant à la notice sur les archives françaises, est à regretter, d'autant que peut-être, aujourd'hui au moins, n'était-ce tout simplement pas possible. Puisqu'il est question de résonances internationales, il en va de même pour l'absence de perspectives émanant d'étudiants ou chercheurs originaires d'autres pays ex-colonisés - Vietnam, Madagascar, Afrique de l'ouest... Dans le cadre plus restreint des mondes méditerranéens, arabes et musulmans,

1. Ce qui ne veut évidemment pas dire que ces contributions seraient pour autant dépourvues d'intérêt. Au contraire, parmi les études qui ne font aucune mention de la guerre algérienne se trouvent celles de Laure Blévis sur le droit colonial de la citoyenneté et de Nelcy Delanoé sur les Marocains « ralliés » aux Viet-minh en guerre d'Indochine, contributions qui se distinguent dans le volume par leur originalité d'approche, de matériau et de méthode.

2. L'autodéfense soutenue par Camille Lacoste-Dujardin (pp. 580) à l'encontre d'un critique de *L'Algérianiste* montre bien les enjeux de cette historiographie. Inversement, la critique, formulée sur un ton quelque peu hautain et condescendant, pour ne pas en dire plus, qu'entreprend Jean-Paul Brunet (p. 111-12, 415-18, mais surtout p. 415 n. 4, et à l'encontre du citoyen ordinaire - et pourtant il s'agit de patrimoine public ! - et de doctorants évidemment considérés comme mineurs à la p. 418) se lit, elle, plutôt comme le témoignage d'un regrettable esprit de hiérarchie.

3. Cela sans qu'il soit question, non plus, de supposer qu'il n'y existe pas de production intellectuelle puisque la ténacité de chercheurs algériens qui continuent d'y faire paraître de forts précieux travaux - *hisaniyat* à Oran, par exemple - suscite une admiration sans réserves.

aurait-on pu solliciter des réflexions de chercheurs s'intéressant à, ou originaires de, l'Égypte ? (Il n'est nulle part dans cet ouvrage question de l'importance – primordiale – de la guerre d'Algérie dans le contexte changeant des relations internationales entre puissances impériales et pays du pourtour sud/est méditerranéen ; rien sur Suez, par exemple). On aurait pu également penser aux Palestiniens pour qui l'Algérie, surtout au lendemain de 1967, a fait figure de modèle de libération⁴. (On objectera que cela nous amènerait bien loin des décolonisations françaises, et pourtant c'est justement là un des points que je veux faire remarquer – le fait de limiter nos prises de vue à des cadres pré-existants, peut-être inconscients, et à défaut de plus grande ouverture comparatiste, est l'un de nos plus tenaces empêchements à mieux comprendre la chose...) Il ne s'agit pas, bien évidemment, de remettre au goût du jour une idéologie de l'Algérie-pays-phare-du-tiers-monde-révolutionnaire, mais, par contre, de prendre en compte et à sa juste mesure les différentes significations historiques d'événements aux facettes multiples qui débordent en fait, *et de loin*, le seul axe colonie-métropole défini par la relation coloniale et encore peut-être dominant en maints domaines.

Puisque c'est surtout, et encore, d'histoires en boucle fermée, franco-françaises, franco-algériennes, algéro-algériennes, qu'il s'agit ici. Cela n'est pas surprenant, et il se peut bien qu'un regard semblable jeté sur le domaine d'études du récent *Oxford History of the British Empire*⁵ pourrait donner lieu à des remarques similaires. Ce qui montre les limites de nos observations, de nos cadres (sociaux, institutionnels et géographiques) de référence et de réflexion, ainsi que le sens de la pratique historiographique dans l'un et l'autre cas, français et anglais. Ce livre témoigne clairement en grande partie de l'observation faite il y a déjà longtemps par Michel de Certeau⁶ – il ne faut pas aller outre-Atlantique pour chercher les bases d'une critique de l'empirisme positiviste mais bien dans le tome premier de *Faire de l'histoire* – selon lequel l'ouvrage d'histoire est beaucoup moins la résurgence d'une réalité passée saisissable comme telle, ou le reflet de la philosophie individuelle d'un auteur, qu'il n'est *le produit d'un lieu*. Produit d'un certain contexte institutionnel, de formes de savoir et de son énonciation considérées comme légitimes selon des règles particulières à un temps, un espace, une communauté savante qui est aussi, et par là-même, un groupe social avec son langage, ses mœurs et coutumes, sa hiérarchie... Cela, encore, je tiens à le souligner, ne signifie pas l'impossibilité de la pratique historique, ni l'abolition de tout critère d'appréciation de la valeur et de la signification d'un récit face à son Autre, mais précisément, permet de mieux saisir les dynamiques de construction de la compréhension du passé telles qu'elles existent dans nos différentes sociétés.

Puisqu'il faut, je pense, prendre au sérieux les préoccupations, les débats et les personnes qui se sont engagés à travers ces textes dans un projet d'élaboration d'un savoir historique, non pas comme si tout cela existait sous

4. L'Algérie avait d'ailleurs reçu sur son territoire un certain nombre de militants de l'OLP suite à l'invasion israélienne du Liban en 1982.

5. William Roger Louis, (rédacteur-en-chef), 5 tomes, Oxford/New York, OUP, 1999.

6. « L'Opération historique », le Goff et Nora (s/d), *Faire de l'histoire* Paris, Gallimard, 1974, t. 1 : 3-41.

vide, en un lieu quelconque qui ne soit qu'un, une position *a priori* externe à la réalité que l'on tente de décrire, mais bien comme faisant partie de sociétés, de communautés et ayant des intérêts qui peuvent être « désintéressés » mais qui ne sauraient, pour autant, être neutres⁷. Et si quelque chose apparaît parfaitement à travers les textes réunis dans cet ouvrage, c'est que les événements dont il est question font, ou ne font que trop, partie de ce que nous sommes, du monde que nous habitons, des questions auxquelles il nous faut faire face. Présence permanente dans cet ouvrage que cette éternelle querelle de mémoires. Or, si elle est parfois abordée directement comme objet d'étude (comme dans le texte de Fouad Soufi sur les attentats d'Oran en février et juillet 1962, et celui de Hassan Remaoun sur le projet nationalitaire algérien), elle est, cependant, plus souvent conçue, implicitement ou pas, comme une barrière à franchir, un conflit en prolongement à résoudre, afin de pouvoir un beau jour déboucher sur ce qui serait le triomphe de la « vérité scientifique ».⁸

C'est là d'ailleurs le but avoué des textes d'ouverture et de conclusion du livre, respectivement de Daniel Rivet et Mahfoud Kaddache, *et cela avec les meilleures intentions du monde* - soustraire le passé réel aux dangers de la mythologisation politicienne ou/et (c'est souvent la même chose) communautaire, insister sur une honnêteté intellectuelle rigoureuse afin de préserver la discipline scientifique de la polémique incontrôlable... Soit. Et pourtant. Il est pour le moins remarquable que l'étude de la décolonisation algérienne, événement s'il en fut (bien plus, peut-être, que mai 68) qui servit à mettre radicalement en cause nos vérités universelles les plus chéries, puisse échapper aux multiples courants de pensée nés dans son sillage et qui ont pu remettre en question, de façon parfois outrancière et dans un langage se voulant obscur⁹, mais souvent avec un potentiel critique salutaire. Les présupposés trop ambitieux d'une science qui se veut porteuse d'une seule (et potentielle) vérité¹⁰. Il n'est pas question de donner, une fois encore, une nouvelle signification du rôle de la révolution algérienne, qui aurait servi à mettre à bas, non plus le colonialisme français mais la métaphysique occidentale. On sait d'ailleurs quelle a été la part des principes « français » dans l'élaboration des revendications algériennes. Mais il importe, et c'est précisément le sens de mon propos, de se rendre compte de la signification de ces événements pour « nous », chacun d'entre nous dans nos contextes différents, et de ce qu'ils ont changé à notre monde, ce qu'il en est qui aurait pu ne pas être si n'avait eu lieu ce bouleversement dont les multiples appellations (« événements », « guerre d'Algérie », *thawra*, *harb al-tabrîr al-watani*, « lutte nationale ») traduisent ses multiples et inconciliables vérités. Et si c'était ce foisonnement de « *revendications concurrentes de mémoires blessées et parfois aveugles au malheur*

7. Voir le texte sommaire mais suggestif de Bourdieu, « Les Conditions Sociales de la Production Sociologique : Sociologie Coloniale et Décolonisation de la Sociologie ». H. Moniot et al. *Le Mal de Voir* Paris, Université de Paris-VII/Union des Éditions Générales, 1976 : 416-427.

8. Voir surtout les contributions de Mahfoud Kaddache et de Guy Pervillé.

9. Cela surtout chez certains praticiens d'un postmodernisme littéraire d'expression anglaise.

10. Je pense surtout au livre remarquable de Prasenjit Duara, *Rescuing History from the Nation. Questioning Narratives of Modern China* Chicago, University of Chicago Press, 1995.

des autres »¹¹ qui était, en définitive, *la vérité* de ce moment douloureux/ tragique/ épique/ triomphal ? Il serait donc du devoir historien, non plus de partir à la recherche sans fin de quelque réalité objective introuvable, au-delà de ces conflits de mémoire, mais de mettre en œuvre « *l'exercice de l'équité à [leur] égard* »,¹² de contribuer à une compréhension non pas claire et stérile mais impliquée dans la réalité humaine.

C'est dans ce sens que vont, en effet, plusieurs textes de ce livre. Bienvenues sont les interventions des chercheurs qui ont su affronter de très grands sujets d'enquête, en faisant preuve d'une capacité à la fois de manie- ment adroit d'un matériau souvent difficile d'accès et de décryptage, et de réflexions théoriques et méthodologiques prenant sérieusement en compte leurs propres subjectivités, ainsi que celles auxquelles elles sont confrontées. Les pages de Raphaëlle Branche sur la valeur, les problèmes et les méthodes de l'histoire orale frappent par le dépassement qu'elles opèrent d'une querelle annoncée (p. 15 et 529) autour de la « fiabilité » de l'indice écrit face aux distorsions de la mémoire – dans une contribution aussi impressionnante (par sa rigoureuse humilité dans les interrogations sensibles des expériences humaines à la limite de l'exprimable, auxquelles elle procède) qu'elle est éclairante, lucide et théoriquement bien outillée. De même pour le travail de Nelcya Delanoë, effectué parmi les anciens soldats ralliés au Viet-minh et rapatriés au Maroc, et pour les commentaires bien réfléchis de Jean-Charles Jauffret sur les procédés d'une telle enquête. On attendra aussi les suites d'une étude en cours et qui semble bien prometteuse, celle de Dalila Aït El-Djoudi, sur l'image du combattant de l'ALN à travers archives et témoignages oraux en France et en Algérie (p. 552, n° 4). Une étude réussie et vraiment comparatiste, (assez rare parmi les contributions malgré le titre de l'ouvrage), est fournie par Tayeb Chentouf, et la contribution de Daho Djerbal, encore dans le sens d'une discussion de textes oraux et écrits, est exemplaire pour son interrogation avertie des significations à la fois de la pratique de l'historien et de la façon dont des interviewés construisent eux-mêmes leurs propres récits. On eut souhaité, en fait, la poursuite de la comparaison des deux exemples qu'il cite, dont la discussion se termine en laissant le lecteur sur sa faim quant à la portée de la conclusion. Les articles de Hassan Remaoun et de Laure Blévis, très différents l'un de l'autre, se remarquent tous deux par leurs considérations critiques de la relation coloniale non comme simple « domination unilatérale de la puissance impériale à l'endroit des pays conquis » mais comme productrice d'interactions dynamiques entre sociétés coloniale et colonisée¹³, interactions faisant naître et instaurant *inter alia* des définitions juridiques qui, recréant ces communautés l'une vis-à-vis de l'autre, entrent, notamment, pour beaucoup dans la formation du projet politique du nationalisme algérien. L'étude d'ethnographie, d'histoire, et d'action politico-militaire de Camille Lacoste-Dujardin est aussi un clin d'œil pluridisciplinaire, trop rare et dont l'histoire coloniale ne peut que bénéficier, tandis que Fouad Soufi, dans une excellente étude de la fin de la guerre à Oran, montre combien

11. Paul Ricoeur, « L'Écriture de l'histoire et la représentation du passé », *Annales HSS* 55, 4 (juillet-août 2000) : 731 – 747, citation à la page 747.

12. *Ibid.*

13. P. 88.

est nécessaire la relance d'initiatives d'une histoire privilégiant le local (i. e. l'excentré).¹⁴

C'est également vers une sociologie de la production historiographique et vers une anthropologie des « déplacements des sens et des significations »¹⁵ de l'histoire, que l'on pourrait se tourner pour échapper à des cadres trop restrictifs qui cherchent, paradoxe remarquable, à libérer « la vérité » par la maîtrise sans appel de « sa » connaissance. Procédé d'une ironie particulière dans le cas de la science de la domination coloniale et de sa défaite, que de viser, pour mieux atteindre la liberté, une maîtrise plus assurée¹⁶. Or – et c'est surtout les penseurs français qui l'ont démontré – de tels projets restent voués à l'échec par leur propre historicité, leur propre finitude, tandis que « la vérité » reste irréductiblement plurielle, se refaisant à chaque fois qu'elle s'énonce et résistant à l'emprise présomptueuse de la « science » – comme de celle de toute instrumentalisation politique. Et c'est en témoin de ces possibilités ainsi que des empêchements qu'il leur reste à briser que ce livre nous interpelle.

James MCDUGALL

Jeannine VERDES-LEROUX, *Les Français d'Algérie de 1830 à nos jours. Une page d'histoire déchirée*, Paris, Fayard, 2001 et Jean-Jacques VIALA, *Pieds-Noirs en Algérie après l'Indépendance. Une expérience socialiste*, Paris, L'Harmattan, 2001

« Pour donner sens à *l'histoire critique*, il faut partir des *traces*... c'est-à-dire des effractions *aléatoires* à ce *silence fondamental* qui rend *toute histoire collective problématique*... Il y a une force à savoir renoncer (à un modèle interprétatif unique) ...pour affronter les « mauvais objets », ceux dont le soucis insiste et dont l'accès pourtant se dérobe à toute voie royale, pour maintenir ainsi ouvertes, avec les blessures de l'intolérable, *les questions* qui donnent sens à l'œuvre »

Jacques RANCIÈRE, « L'historienne en proie au silence », *Critique*, 632-633, 2000

(Les soulèvements en italique sont de F. C.)

1 - Bien que le sujet soit d'importance, et que nous soyons, de fait, devant le manque cuisant d'une *histoire de la société coloniale en Algérie*, voilà un livre bien surprenant. Presque 500 pages, un grand éditeur commercial, Fayard, une auteure connue pour ses travaux en sociologie historique des idées (pour dire vite), aussi bien sur le Parti communiste que sur l'extrême droite ; connue aussi pour son goût de la polémique (voir son pamphlet sur Bourdieu, Grasset, 1998). Face à un tel parcours scientifique, on est d'autant

14. Dans la littérature telle qu'elle est, en effet, « [t]out se déroule à Alger. C'est dire tout ce qui reste encore à faire » (p. 637 n° 1).

15. Pour reprendre la formule de Daho Djerbal, à la p. 542.

16. Ce sujet, qu'il vaudrait la peine de débattre sérieusement, est abordé dans l'échange intéressante entre, d'un côté, l'historien "subalterniste" indien Gyan Prakash et, de l'autre, Rosalind O'Hanlon et David Washbrook dans les pages de la revue *Comparative Studies in Society and History* et reprise dans Vinayak Chaturvedi (s/d), *Mapping Subaltern Studies and the Post-colonial* Londres, Verso, 2000. voir surtout Prakash, "Writing Post-Orientalist Histories of the Third World", O'Hanlon & Washbrook, "After Orientalism", et la réponse de Prakash, "Can the Subaltern Ride ?"

plus en droit d'être surpris par *l'imprudence* de l'entreprise... et le caractère problématique du résultat. L'idée de départ, née de la lecture des chroniques de Philippe Ariès dans *La Nation française* au cours des années 60, dont J.V.L. s'est faite l'éditrice scientifique (Seuil 1997), était celle d'une *réhabilitation* : restaurer l'image négative d'un million d'hommes et de femmes qui ont dû quitter leur terre de vie au terme d'une terrible guerre de 7 ans, achevée finalement sans vainqueurs ni vaincus. Dont, en fait, ce million d'êtres humains sont les *vrais perdants*, désignés qu'ils furent comme boucs émissaires à l'issue de la bataille, après avoir été les otages d'un système qu'ils n'avaient pas inventé et dont ils n'ont pas su s'affranchir à temps eux-mêmes, comme d'autres ont su le faire de par le monde, en Amérique latine, en Afrique du Sud. Mais l'objet existe-t-il pour autant ? Comment parler *comme d'un tout* de gens qui n'ont en commun qu'une étiquette circonstancielle, celle de s'être laissés bernier par l'Histoire. Réduits à un seul dénominateur commun, l'exode ?

J.V.L. a voulu se donner les moyens de le faire : chronologie large, énorme balayage historique, documentation multiforme (des romans aux travaux d'historiens), de seconde main cependant, et une importante enquête directe (170 entretiens répartis sur tout le territoire français). Eh bien, c'était trop ! Et c'est là la première impression qui submerge le lecteur. Trop parce que cette documentation secondaire est trop connue, qu'elle a servi et resservi ; trop parce que les entretiens tels qu'ils sont exploités ici - était-il nécessaire d'ailleurs qu'il y en eut tant, et ceci n'explique-t-il pas cela ? - ne réservent que très peu de surprises. *Trop surtout, au regard d'une absence à peu près totale de questionnement original.*

2 - Le livre est construit en 5 chapitres, dont 3 sont une mise en contexte historique et seulement 2 parlent des gens eux-mêmes. L'auteur s'en explique en disant qu'elle n'a pas voulu se limiter à donner à entendre, mais aussi comprendre et expliquer ses interlocuteurs.

Le Chapitre I (100 pages), intitulé : « Jalons pour une histoire existentielle », est curieusement déjà, une sorte de condensé du livre et de sa méthode : *tout y est*, depuis la « légende noire » qui accable les « colons », l'opinion publique française ignorante et injuste, l'accueil agressif en 1962 ; le retournement spectaculaire des paradigmes admis, de « l'œuvre française » à la « nuit coloniale », en passant par le procès d'une histoire qui ne serait que politique (Ageron), au contraire du projet du livre, celui de faire « une histoire de la vie » qui se ramènerait à une histoire des mentalités (p. 59). Dans ce *tout* en forme de kaléidoscope, il y a encore... la généalogie de l'eurocentrisme, le goût de l'exotisme et la peinture orientaliste, l'Exploration de l'Algérie, l'École de Jules Ferry, les voyageurs écrivains, les réactions des colonisés à la conquête ...les rapports entre les communautés, la naissance de la haine. De sorte que le lecteur est dès l'abord pris de tournis !

Le Chapitre II : (75 pages), « La lente éclosion de l'Algérie française », prend la question avec la présence turque (il faut 20 pages pour arriver à la prise d'Alger). Suivent les guerres de conquête, Abd al-Qader, la Kabylie, la prise de Laghouat (manque celle de Constantine, pourtant spectaculaire, 3 généraux tués !), enfin la révolte de 1871. Il est souvent question de Bugeaud, mais si beaucoup de généraux surgissent au fil des pages, c'est dans une remarquable uniformité de costumes et de profils : rien sur les Bureaux

arabes, ni sur l'équipe de Constantine et Bedaux, ni sur les intuitions intelligentes de Lamoricière et du Duc d'Aumale, ou les angoisses de Rinn. Une affaire de sabreurs en somme.

Le Chapitre III (70 pages) : « Le triomphe de la colonisation », prend comme événement fondateur la célébration du Centenaire en 1930, avant d'opérer un retour en arrière, à Bugeaud et au XIX^e siècle (brève apparition de Lamoricière en saint simonien face aux colons), puis à Ferry, dans leurs rapports à la colonisation. Il y a là néanmoins quelques pages centrales pour le sujet, sur l'origine géographique, sociale et politique des premiers arrivants, sur les « étrangers » (Espagnols, Italiens, Maltais), sur les juifs, qui eux, étaient tout sauf étrangers, sur la nature composite donc de cette population que la citoyenneté et l'école républicaine va fusionner.

On en arrive, avec le Chapitre IV, « Le cours ordinaire des choses » (presque 100 pages), au cœur du livre, en tout cas à son apport original, celui des entretiens. Le traitement choisi est celui de séquences relativement courtes (trop courtes) d'entretiens, à part presque égale avec des matériaux romanesques ou autobiographiques, souvent bien choisis (dans une production qui est pléthorique et rarement de qualité littéraire) Tache austère donc. Les pages inaugurales sur *le silence*, la difficulté ou le refus de parler, la douleur en somme, sont émouvantes : *Je veux qu'on soit dans l'oubli. L'Algérie, je cherche à me l'effacer*. On passe ensuite à des choses plus connues, l'opposition villes/campagnes, la vie de tous les jours, le racisme, les difficultés de vrais contacts avec les « musulmans », l'importance de la famille, l'école encore (un fil conducteur du livre), le travail et les métiers. Et puis on tombe, non par hasard mais comme en sandwich, sur *un thème vraiment important : la vie politique ou plutôt son absence* (p. 314 sq), *une clef* me semble-t-il pour comprendre toute l'affaire. Pour finir sur « les petits bonheurs » et « l'amour fou » du pays, à en perdre la tête, celui qui a fait changer de cap politique certains, et qui in fine, a permis l'OAS.

Ce qui introduit le dernier chapitre : « La marche vers l'exode » (50 pages).

Un mot des annexes : on en retiendra principalement « Les vérités de Pierre Mendès France », décrivant le déplacement de celui-ci d'une position « impérialiste » à une position pro indépendance, beaucoup moins connu, sauf des contemporains, que les tergiversations du général de Gaulle. Ceci méritait d'être rappelé. Sur la note de méthode concernant les entretiens : il est vrai que la plupart des gens entrent facilement et souvent avec plaisir dans la situation d'entretien, et la note polémique de la page 412 sur le misérabilisme de la *Misère du monde* repose sur une expérience véritable : la fameuse distance infranchissable entre intervieweur et interviewé est un effet de théorie, sauf pour certains cas bien déterminés. Par contre, on trouve, p. 417, un passage sur *religion et religiosité* qui fait regretter que l'auteur ne soit pas allé au-delà de sa perplexité : car la société pied-noire était globalement *anti-cléricale*, et surtout *déchristianisée* (dans le bled, les prêtres étaient rares et peu actifs). Le pouvoir colonial quant à lui, a toujours oscillé entre des positions contradictoires. Ce phénomène, qui n'a pas échappé à Ch. Robert Ageron, est une clef pour comprendre bien des choses, dont les rapports avec les musulmans.

3 - On aura (peut-être) compris qu'en choisissant de suivre pas à pas au fil des pages le déroulement de ce plaidoyer en faveur d'une « communauté » à qui l'on a imposé brutalement de cesser d'en être une (après l'avoir créée artificiellement de toutes pièces, rapportées), je me suis efforcée, un peu rudement certes, de restituer au plus près un cheminement et des choix de méthode qui paraissent d'entrée de jeu *périlleux*. De contrôler le plus possible une irritation évidente de lectrice (et de Pied noire un peu particulière), sans renoncer pourtant à prendre la tentative très au sérieux, parce qu'il y a vraiment enjeu. Une page très lucide de l'auteur laisse penser qu'elle n'était pas loin de partager ce point de vue (sur la nature périlleuse de son entreprise au moins) : « ...les Français d'Algérie, écrit-elle, ont tendance à raconter *une histoire irréaliste*. L'histoire *réelle* est à *construire* » (p. 402). Et d'évoquer la documentation disponible pour ce faire. C'est là que nos avis divergent gravement. Car ce n'est pas, de mon point de vue, une affaire de sources. Et je ne crois pas non plus qu'il existe une *histoire réelle*. Par contre, si, dans la production pléthorique sur l'Algérie passée et présente, rien encore qui fasse vraiment sens ne vient spontanément à l'esprit, *s'agissant de la société coloniale elle-même*, c'est sans doute qu'il existe des raisons, autres que le manque de distance, ou de volontaires.

C'est qu'il s'agit là d'un objet historique extrêmement particulier, *complètement éclaté*, qui relève à ce titre d'une *démarche à inventer*. De même que ce million de gens étaient issus d'apports successifs hasardeux et en général oubliés de leur généalogie, de même, ils ne partageaient *en 1962* que fort peu de choses, sinon leur impuissance face à une machine infernale, la guerre, qu'ils ont globalement laissé à Paris le soin de gérer. Les figer en *un tout*, vouloir faire leur histoire *à cet instant là*, ne pouvait être que faire celle de gens ayant consenti pendant 130 ans, de pères en fils, à demeurer *des mineurs*. Et ceci s'entend à *chaque instant dans les entretiens*. J.V.J cite par exemple ces ligne déchirantes de Pélégri : « Je ne savais pas que ce paysage avait été conquis autrefois de force, très longtemps auparavant. *J'étais un enfant...* Je pensais moi, qu'il en était ainsi depuis toujours, et *qu'il en serait toujours ainsi* ». « *Qu'il en serait toujours ainsi*, appuie l'auteur, *c'est une opinion à peu près unanime* ». C'est bien ainsi que Camus les voit d'ailleurs, dans *L'été*, par exemple. Et c'est bien ainsi que J. V. L. les voit elle-même. Plus loin, elle écrit en effet (p. 402) : « les Pieds-noirs *ont subi* une histoire à laquelle ils n'ont pas participé, ou si peu ».

Or ce long moment d'histoire, et surtout les gens qui l'ont vécu, méritent mieux. Les livres qui m'ont le plus appris sur cette société à laquelle j'ai pourtant appartenu pendant 28 ans, sont ceux de Jean-Luc Einaudi. Soient les biographies qu'il a consacrées, avec infiniment de soin, à Lisette Vincent, à Fernand Yveton et à Maurice Laban. On dira que je prêche pour ma paroisse. Certainement pas. Ce que j'y vois, en historienne et en sociologue, c'est qu'il n'y avait rien de commun entre cette fille de gros viticulteurs de l'Ouest oranais, deux fois condamnée à mort pour subversion, et ce fils d'instituteur de l'Aurès, mort au maquis durant la guerre d'indépendance ; pas même la génération. Qu'ils aient finis communistes tous les deux - fort peu orthodoxes et fort mal vus par leur parti - n'est pas la clef mais l'aboutissement de leur démarche ; ce n'est pas non plus la raison de mon intérêt. J'y vois plutôt qu'il faut se résigner à *travailler par fragments* ; *renoncer à totaliser*. Mais

repérer les moments, les lieux, les gens, où *quelque chose d'autre était possible*, et n'a pas eu lieu. Des moments pareils, il y en a autant au XIX^e qu'au XX^e ; des hommes passerelles, autant dans l'Armée qu'ailleurs. Il y a donc du pain sur la planche.

Comme l'impasse sur la religion est une entrée manquée, celle sur « le vide politique » (p. 314 sq.) était une piste à suivre, beaucoup plus profondément : car il n'est pas excessif de soutenir que les Français d'Algérie n'ont pas perdu, comme le disent la plupart d'entre eux, du moins à travers ce livre, une terre, et une guerre contre les indépendantistes. Au fil d'une série de bifurcations insues (mais dont quelques acteurs, chaque fois, étaient conscients), ils ont perdu une série de batailles et finalement une guerre, *contre le système colonial lui-même*, qui les a transformés, malgré eux mais avec leur consentement, de « transportés » et de transfuges, en *colonisateurs*. Sans qu'ils n'aient jamais réussi à être vraiment des citoyens adultes. Car tout comme le peuple soumis lui-même, mais avec beaucoup plus d'atouts que lui, ils ont été soumis à la loi du plus fort, laquelle pourtant, s'inventait au coup par coup - *et c'est là qu'il y avait du jeu* - et non selon un plan machiavélique à long terme. Remonter le fil de ces batailles perdues ne serait pas faire de l'histoire politique seulement, mais bien celle des *idées et des représentations quotidiennes*. Ce ne serait pas tourner le dos à la vie. Je pense à ce meunier italien de l'Aurès qui fraternisait dans les années 20 avec Ben Zemat, le bandit d'honneur...

4 - L'ouvrage de Jean-Jacques Viala a peu à voir avec l'ambition de la démarche de Jeannine Verdès-Leroux. Fils d'un médecin de Mostaganem, peut être médecin lui-même, mémorialiste amateur en tout cas, il y interroge en quelques 300 pages une vingtaine de colons, médecins et membres de quelques autres professions, qui avaient choisi de vivre dans l'Algérie indépendante et durent partir progressivement, sous la pression des lois foncières de 1963 (nationalisation des terres « européennes »), ou face à des brimades aussi violentes que diverses. Les entretiens sont livrés *in extenso*, ce qui leur confère une valeur toute particulière. Le climat de l'Algérie était si incertain *pour chacun*, européen ou musulman, à ce moment de la « passation des pouvoirs », l'insécurité morale et politique, mais aussi physique, si grande dès qu'on faisait un pas hors de son voisinage immédiat, quels qu'aient été les choix durant la guerre, et quelle que pouvait être l'anticipation de l'avenir, que le seul rappel de ces temps rend la lecture de ces *documents* bouleversante. En réponse à une question de J. V. L., page 309, qui lui demandait pour quoi il était parti si tard (fin 1964), l'un de ses interlocuteurs lui répond : « Parce que *je voulais voir*... me créer une raison de partir que je n'avais pas encore... ». Ces mots conviennent aussi à ceux qui ont tenté ce que Viala appelle « l'expérience socialiste ». Plus que sceptiques sur l'application des Accords d'Évian ; n'ayant probablement jamais entendu parler de la Plate-forme de la Soumman (1956), ni des nombreuses déclarations postérieures dans lesquelles le FLN ou du moins certains de ses responsables, envisageaient explicitement la participation des Européens à la construction de l'Algérie nouvelle, *ils voulaient voir, car ils ne pouvaient croire qu'il n'y avait plus rien à faire*.

Restés paradoxalement - malgré l'horizon annoncé d'un *projet socialiste* - pour défendre leurs biens, le fruit de leur travail ; parce que c'était

« leur pays », les interviewés de Viala, pour la plupart habitants de Mostaganem, une belle ville portuaire de l'Ouest, ou de ses environs, se connaissent pratiquement tous entre eux. C'est donc *une sorte de milieu*, non pas homogène mais où résonnent des souvenirs et des images communes qu'ils livrent. Avec beaucoup de crudité souvent, de cynisme parfois, *sans aucun souci d'édification*, comme on se parle « entre soi » : les Algériens y sont nommés « les Arabes », même par ceux, comme les médecins, qui témoignent d'une ouverture plus grande à l'altérité et souvent d'une vraie générosité. Une extrême opiniâtreté, un sens de la vie dure, un grand courage de tous les jours s'entend là, et les portraits de femmes, souvent restées seules sur place alors que les enfants ont été mis à l'abri en France, ne sont pas les moins impressionnants. Aucun ne manifeste clairement une volonté à terme de s'intégrer dans la nouvelle société, si certains parlent de leur consentement à « prendre la nationalité ». Et c'est justement dans *cette attente suspendue*, dans ce tissu extraordinaire de contradictions, que réside l'intérêt de cette coupe dans l'espace et le temps. En face, sans aucune indulgence – mais avec beaucoup plus de pragmatisme que de haine – une peinture des anti-héros de la Révolution, de tous les petits qui volent, tuent, trichent, comme dans toutes les révolutions. Et plus souvent qu'on attendrait, en tout cas dans la bouche des vaincus, des figures de « types bien », qui connaissent leur métier et savent ce qu'ils font. Au passage, des notations comme allant de soi sur les multiples liens d'interconnaissance (mais guère d'intimité), entre les deux populations, comme si ces liens n'étaient ni à prouver, ni même à documenter. La désolation des citadins algériens de toutes classes devant *un monde qui se défait*, et qui malgré la guerre, fonctionnait pourtant. La fuite de la « bourgeoisie musulmane » vers les grandes villes ; l'arrivée de « ceux de la montagne » qu'on ne comprend pas, avec qui on ne peut pas même parler. Notons au passage que presque tous les personnages de Viala parlent l'arabe, les femmes comprises, quoique moins souvent. On *voit* aussi les nouveaux arrivants, *coopérants* de tous poils, français ou bulgares, puis cubains. Un peu perdus, pas toujours compétents et plus soucieux de leurs intérêts que de leur « mission ». En général pas aimés, ni des Pieds-noirs ni des Algériens, mais parfois acceptés avec un peu de condescendance par les premiers. Les « nouveaux prêtres » aussi, qui sont « pour le FLN » et marginalisent l'ancien clergé... au scandale de la population.

À lire ces pages, on en vient à se demander comment l'Algérie a réussi à sortir progressivement de ce véritable chaos, de toutes ces morts, et de toutes ces fuites. À produire, tant bien que mal, malgré les vignes arrachées, et les orangers morts de soif ; à créer des usines, à mettre sur pied un système éducatif plutôt performant et un système de santé envié. On mesure aussi tout l'écart entre les grandes villes et les petites, les petites et « le bled » dans les moments de grande détresse... Mais surtout, plutôt que de parler une fois de plus « d'occasions manquées », à propos de ces gens qui, à coup sûr, auraient fait des citoyens pas pires que d'autres pour le nouveau pays, on est bien contraint de se dire que c'est sur *cette bataille perdue de 1962*, après bien d'autres plus anciennes certes ; sur cette déperdition-là de moyens naturels, de talents et de *valeurs*, racontée ici comme une *tragédie inéluctable*, mais qui aurait pu pour beaucoup plus d'individualités, prendre un autre visage, qu'a pourri lentement la débâcle actuelle. Plus clairement, que le temps perdu à ce moment là *aurait dû, absolument*, servir à autre chose. Et que les

responsabilités sont à cet instant nettement partagées, socialement et politiquement.

Je crois en effet qu'on ne peut pas davantage faire l'histoire de l'Algérie coloniale comme celle d'un « pays perdu » et qui n'existerait plus, que penser celle de l'Algérie d'aujourd'hui comme une création ex nihilo, sortie dés(armée) d'un geste révolutionnaire. Il faut penser les deux en même temps. Grande leçon d'histoire que celle des révolutions. Sinon pour les politiques, du moins pour les chercheurs.

Fanny COLONNA

Edward W. SAÏD, *Culture et Impérialisme* – trad. de l'anglais par P. Chemla, Paris : Fayard/Le Monde diplomatique, 2000, 555 p. Traduction de *Culture and imperialism* publié en 1993¹⁷.

Ce volumineux ouvrage s'inscrit dans la suite de ce qu'on peut désormais considérer comme un classique, à savoir *Orientalism*, édité en 1978 et traduit en français deux ans plus tard. Il s'ordonne en quatre chapitres, de factures inégales, le premier (« Territoires superposés, histoires enchevêtrées ») et le dernier (« Avenir affranchi de la domination ») étant nettement moins intéressants, et d'ailleurs de poids plus modeste, que les deux chapitres clés que sont les second (« Pensée unique ») et troisième (« Résistance et opposition ») qui représentent 2/3 du volume. Le chapitre premier pose la question de la connaissance de l'héritage impérial et milite pour une analyse en contrepoint. Résolument conçue comme un projet politique qui rompt avec les discours nostalgiques du bon vieux temps ou de dénonciation du passé, elle affirme que les expériences différentes (des colonisateurs et des indigènes) font partie d'un monde commun, celui des histoires mêlées. Le chapitre second défend la thèse que le roman a constitué un « élément central » (p. 128) de la « pensée unique » qui naturalisa la domination occidentale. Le chapitre troisième s'intéresse non aux formes de résistance culturelle qui ont soutenu un nationalisme séparatiste, chauvin et autoritaire, mais aux formes plus « généreuses » qu'il considère comme la vraie libération humaine dans la mesure où elle prend acte de l'interdépendance des expériences historiques et oblige à un « voyage de pénétration », à savoir « l'effort conscient pour entrer dans le discours de l'Europe occidentale, s'y mêler, le transformer, lui faire reconnaître les histoires marginalisées, réprimées, oubliées » (p. 309). Si ce chapitre met en avant la nécessité du dialogue culturel pour produire des savoirs sur les uns et les autres, le chapitre quatrième montre à l'envi que l'hybridité fondamentale des cultures n'assure pas forcément l'intercompréhension. En se penchant notamment sur la politique américaine, foncièrement impérialiste aux yeux de Saïd en dépit du discours sur le bien ou la liberté comme fondement de celle-ci, Saïd insiste sur la profondeur des malentendus produits par la mondialisation. L'auteur critique en particulier les médias américains, ces « extensions sensorielles » de la culture du centre qui contrôlent la fabrication, la diffusion et la sélection des nouvelles et garantissent ainsi la circulation des malentendus. Saïd affirme certes dans

17. La présente édition oublie de le signaler.

l'introduction que l'ouvrage n'est pas la suite de *Orientalism*, au motif qu'il aborde la question de la résistance culturelle à la domination occidentale et que son attention porte sur une forme culturelle spécifique, le roman. Mais ne nous y trompons pas, le cadre théorique d'analyse des rapports entre la culture et l'impérialisme emprunte les mêmes voies que celui mis en place dans *Orientalism* : « La plupart des humanistes de métier sont donc incapables de faire le lien entre l'infâme cruauté de l'esclavage, de l'oppression colonialiste et raciste ou de la domination impériale, et la poésie, la littérature, la philosophie de la société qui se livre à ces ignominies pendant des siècles » (p. 15). Il s'agit alors de montrer que la culture a joué un « rôle privilégié » dans l'impérialisme (p. 39). Saïd stipule d'ailleurs, et en contradiction avec son propos introductif, que *Culture et impérialisme* prolonge les thèmes développés dans *L'Orientalisme*. À ce titre, *Culture et impérialisme* présente les mêmes outrances interprétatives. Trop souvent, Saïd réduit la culture à un monde de valeurs qui ressort de l'intérêt, de la complicité. Ainsi, la culture européenne « se donnait le même objectif : il fallait maintenir l'empire, et il a été maintenu » (p. 100) ; ou bien elle a « soutenu l'impérialisme à presque tous les points de vue » (p. 240, voir aussi p. 14, 50, 65, 81, 85, etc.). Et à l'instar de *Orientalism*, *Culture et impérialisme* est également porteur des mêmes ambivalences quant à l'analyse des rapports des œuvres littéraires à l'œuvre coloniale qui balance entre les positions « dures » et des points de vue plus nuancés. Lorsque Saïd étudie *Mansfield Park* de Jane Austen, il note qu'il n'existe que quelques allusions à l'empire (« au maximum » six mentions, p. 149) mais que l'objectif est, « plus ou moins », de maintenir l'empire. Et s'il déclare qu'il est « trop simple et trop réducteur (...) de soutenir que tout dans la culture européenne ou américaine prépare ou raffermi la grande idée de l'empire », il précise dans la ligne suivante que les œuvres culturelles « ont permis, encouragé ou soutenu l'inclination de l'Occident à assumer l'expérience de l'empire et à en jouir » (p. 136). Le flou du vocabulaire traduit d'ailleurs ici les ambiguïtés de Saïd : le verbe « préparer » relèverait plutôt du registre de l'utilité, « soutenir » de celui de la complicité, « permettre » de celui de l'affinité objective entre l'entreprise coloniale et la culture. Il me semble en outre qu'une vision en termes globaux de culture et d'impérialisme obère une claire appréhension des rapports forcément très divers qui peuvent se nouer entre ces deux espaces. Mais c'est justement là où *Culture et impérialisme* va bien plus loin que *Orientalism*. Car contrairement à ce dernier, il s'attache à des œuvres individuelles, à ce « que j'estime important et fondamental », ajoute-t-il. Lisant théoriquement le roman en tant que résultat d'une « interaction créatrice » entre les propres lectures de l'auteur, son génie propre, son histoire personnelle et les contraintes de convention du récit (p. 120) et objet lu par un public (p. 127), s'appuyant sur une méthode qui s'intéresse à ce qui est muet ou marginal dans les textes (p. 118-119), Saïd cherche à montrer « combien la domination outre-mer a suscité de désir, d'intérêt, d'attention » (p. 121). Son analyse du *Kim* de Kipling est à ce titre un temps fort du livre qui s'adosse – à l'opposé de son interprétation peu convaincante de *Au cœur des ténèbres* – sur de nombreuses citations (p. 201 et sq.). Il y travaille la notion de « plaisir de l'impérialisme », la manière dont l'Inde apparaît comme un terrain de jeu, comme le lieu où on peut devenir qui on voudra, jouir de la vie ou réussir une quête personnelle, ce que ne permet pas l'Occident. Il introduit Victor Turner et son idée de la nécessité de person-

nage liminal pour nouer certaines sociétés en communauté pour caractériser le rôle de *Kim*. Il décrit un Kipling qui exhibe une capacité à entrer dans la peau des autres avec sympathie et fait ressortir au bout *Kim* comme un chef d'œuvre ancré dans son temps, c'est-à-dire l'Inde coloniale que Kipling a « soigneusement observée ». Et il soutient, contre certaines interprétations, que le texte ne dénote pas de contradictions dans le sens où Kipling ne voit pas de conflit entre un Kim qui se met au service du colonialisme et un Kim loyal vis-à-vis de ses amis indiens. On regrettera toutefois que Saïd n'ait pas enrichi son étude par des données biographiques. Le deuxième temps fort est assurément l'analyse croisée de quatre livres judicieusement choisis pour illustrer ces « voyages de pénétration » et les discordances, non encore résolues, qu'ils introduisent dans la culture dominante. *Les Jacobins noirs* et *The Arab Awakening*, respectivement des écrivains « caraïbe » et levantin syrien James et Antonius (des années 1930), *A Rule of Property for Bengal* et *The Myth of the Lazy Native*, respectivement des universitaires indien et malaisien Guha et Alatas (les années 1960 ou 1970) constituent les exemples de ces « signes d'internationalisation antagonique ». Faisant d'abord ressortir les points communs et les différences des projets entre James et Antonius d'un côté et entre Guha et Alatas de l'autre, Saïd analyse par la suite les divergences entre les deux écrivains, directement engagés dans la politique de leur temps, et les deux universitaires investis dans les débats érudits. Il relève que le sens narratif de l'aventure humaine des premiers est remplacé par l'ironie des autres ; il note que les lectorats sont plus restreints et spécialisés dans un cas, que les textes s'adressent tant à leurs peuples qu'aux Blancs « récalcitrants » dans l'autre. Il souligne aussi que ces quatre ouvrages s'inscrivent tous dans un univers politique et qu'ils lui doivent leur « contribution énorme » au savoir. Les données biographiques, notamment sur Antonius et James – il faudrait dire surtout sur James qu'il a rencontré pour un entretien et pour qui il a une tendresse évidente – complètent avec bonheur l'analyse. Tout juste regrette-t-on que ces œuvres ne soient pas mises en relation avec leurs commentateurs sur la scène littéraire, politique ou scientifique internationale. Au bout, Ce projet de lecture pluraliste (en contrepoint pour reprendre la notion qu'il emploie) rend cet ouvrage bien plus riche que le fameux *Orientalism* au quel Saïd doit sa notoriété. Un mot pour finir sur l'édition française, relativement médiocre. À l'absence d'informations sur l'édition anglaise originale, il faut ajouter une pagination parfois incohérente, l'absence d'une bibliographie récapitulative, des notes placées en fin de volume et non en bas de page où elles sont plus lisibles, de menus fautes de frappe, des ouvrages signalés dans leur traduction française au milieu d'une énumération d'ouvrages en anglais, une quatrième de couverture qui place Balzac dans la liste des auteurs finement analysés, etc. Espérons que, si réédition il doit y avoir, ces imperfections soient gommées.

Laurent DARTIGUES

Un « Mémorial de la France d'outre-mer » à Marseille ?

La société française est aujourd'hui rattrapée par son passé colonial. Cette situation, nouvelle par bien des aspects, est également complexe. Les progrès dans l'opinion de la connaissance de la torture et du massacre

perpétré le 17 octobre 1961 par la police sur des manifestants désarmés, bref, la remontée du refoulé algérien, le quarantième anniversaire de la fin de cette guerre ne manquent pas de raviver les guerres de mémoires. Celles-ci sont d'autant plus actives que le silence officiel laisse libre cours aux discours opposés des protagonistes du conflit et de leurs ayants droit, soit plusieurs milliers de personnes. La complexité de la situation tient aussi à ce qu'il s'agit de mémoires blessées, qui se réclament toute de la légitimité de la victime sans pouvoir obtenir satisfaction.

Dans cette situation, les historiens ont des responsabilités particulières, à la fois scientifiques - la recherche de la vérité, l'analyse critique des données réunies-, et sociales - l'information de leur société par l'enseignement en premier lieu. Sur ce plan, beaucoup reste à faire. La recherche de la vérité exige une réforme de la loi de 1979, qui régit les archives (c'est-à-dire les documents de la *res publica* appartenant en principe aux citoyens) et restreint leur consultation de manière beaucoup plus contraignante que dans la plupart des démocraties, réforme qui est annoncée et reportée depuis des années¹⁸. Quant aux programmes scolaires, la colonisation en est en grande partie absente, sauf, de manière superficielle, en terminales, et toujours présentée comme « périphérique » par rapport à l'histoire de France. En outre, les pesanteurs de l'Éducation nationale facilitent tous les conservatismes. Les insuffisances de la formation des enseignants les réduisent souvent au désarroi face au besoin de mémoire, aux mémoires déchirées de leurs élèves.

Dans ce paysage confus et mouvant, le « Mémorial de la France d'Outre-mer » en préparation à l'initiative de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, est caractéristique des équivoques des nostalgies coloniales et des exploitations qui en sont possibles.

Ce projet, dont l'origine appartient à la Municipalité et au secrétariat d'État aux rapatriés, est significatif à de nombreux égards. Il l'est d'abord par la valse hésitation qui l'a accompagné treize ans durant. Malgré les promesses de Bernard Kouchner, qui affirmait, en mars 1998, à l'Assemblée Nationale que « le devoir de mémoire est aussi au cœur des préoccupations du Gouvernement, et confirmait ... que l'édification du Mémorial de la France d'Outre-Mer se fera bien à Marseille », il « s'est enlisé »¹⁹. L'attribution du Fort Saint-Jean au musée des Arts et Traditions populaires, déplacé de Paris à Marseille, et devenu musée des Cultures européennes et méditerranéennes, a suscité le mécontentement de la Mairie et des associations de pieds noirs²⁰.

18. La loi de 1979 prévoit que les documents sont consultables 30 ans après les faits, mais le délai est prolongé jusqu'à 60, voire 100 ans pour des dossiers dits de manière très vague « sensibles », touchant à la sécurité nationale ou à la vie privée et l'honneur des personnes. Si des facilités sont accordées depuis peu aux chercheurs, c'est la loi qu'il faudrait revoir dans son ensemble.

19. Cité dans le rapport de Jean-Claude Gaudin lors de la séance du conseil municipal du 26 juin 2000.

20. Le Fort Saint-Jean, un magnifique bâtiment du xvii^e siècle se situe à l'entrée du port. Il avait intéressé aussi les promoteurs d'un projet avorté de Musée de l'immigration en 1992, en raison du caractère symbolique de son emplacement. L'idée d'installer à Marseille sur le phare du Planier un mémorial représentatif de la « mer patrie » des émigrés, exilés et réfugiés..., n'a guère eu de succès non plus auprès de la mairie.

Marseille : haut lieu des mémoires coloniales

Le 26 juin 2000, le conseil municipal a donc décidé de reprendre l'idée à son compte. « La ville de Marseille, forte de son histoire et consciente de son rôle dans cette période de la vie de notre pays, ne pouvait se résigner à l'abandon d'un projet qui marquerait la présence de la France dans tous ses territoires d'outre-mer »²¹.

Elle revendique ainsi l'héritage du grand port colonial qu'elle a été. « Marseille, c'est le commencement d'une autre France » disait Louis Bertrand, le chantre de l'Algérie française et de la Méditerranée latine. Elle représentait près de 60 % du commerce national avec l'Empire à la fin du XIX^e siècle, et une bonne part de la navigation, de l'armement, des industries - céréales, corps gras... - étaient liés à cette vocation. Les grandes maisons (Société Marseillaise de Crédit, Fabre, Fraissinet, Paquet...), la Bourse, la Chambre de Commerce, les grandes familles aussi.

Cette vocation a imprégné la culture de la ville. En 1893, au moment de la poussée impérialiste européenne, le docteur Heckel, professeur de botanique à la faculté des sciences, y a ouvert le premier musée colonial en France et un institut. C'est lui aussi qui a créé le pavillon des colonies pour l'Exposition universelle de Paris en 1900. Suivent deux expositions coloniales en 1906 et 1922. La seconde est à l'origine d'un nouveau musée, logé dans le pavillon de l'Algérie du Parc Chanot, (reproduction de la mosquée Sidi Abderhaman) jusqu'à sa destruction en 1933. On le voit, la ville a pris, en plusieurs occasions, des initiatives pionnières. Elle a même prêté à l'exposition de Paris, en 1931, le troisième étage du temple khmer d'Angkor-Vat. Son urbanisme et son architecture portent quantité de traces de la « plus Grande France », qui sont loin d'être toutes recensées : ainsi les grilles du Parc Chanot, le monument commémoratif du débarquement de 1830, édifié à l'occasion du centenaire de 1930, celui des rapatriés sur le front de mer... Les statues de Marseille, « porte de l'Orient », et celles de l'Afrique et de l'Asie - représentées par deux femmes - jalonnant les escaliers de la gare Saint-Charles, ont été inaugurées en 1927²².

Par la suite, la crise des années trente et les indépendances ont porté une série de coups fatals au port. Le musée, reconstitué en 1935 dans l'ancien Palais colonial de l'exposition de 1922, fait pâle figure avec ses deux salles et ses quelques vitrines, par comparaison avec le musée de l'Homme au Trocadéro et le musée des Colonies de Paris, fondé à partir de l'exposition coloniale de 1931. En 1967, signe de la désaffection liée aux décolonisations, le musée ferme ses portes, et ses collections sont réparties entre le musée de l'Homme, la Chambre de Commerce et le musée de la Légion étrangère à Aubagne, à quelques kilomètres de Marseille²³.

21. Rapport cité de Jean-Claude Gaudin du 26 juin 2000.

22. Catherine Marand-Fouquet, « Le genre des colonies », *Clio*, 12/2000. Allongées, quasi nues, et pour l'Africaine surtout, comme offertes à l'homme occidental et à ses fantasmes : elles sont représentatives des représentations dominantes dans l'opinion.

23. Selon une note très précise de Myriam Morel Deledalle, conservatrice du Musée d'Histoire de Marseille.

L'ancienne capitale portuaire impériale n'est pas parvenue jusqu'ici à redéployer ses activités en s'insérant dans une nouvelle dynamique économique. Le devenir de Marseille n'a plus rien de commun avec son passé. C'est l'une des explications des troubles identitaires et des tensions xénophobes qui, parfois, conduisent à de graves flambées de violences comme celles de 1973 contre les Algériens²⁴. C'est ce qui explique aussi en partie le poids du Front National. Car le passé colonial est toujours vivant, ne serait-ce que par l'immigration africaine et asiatique et la présence des rapatriés, ces derniers ayant investi leur énergie dans une vie associative et dans une œuvre de mémoire très importantes.

D'où une première ambiguïté du Mémorial en préparation. Les Français d'Algérie sont à l'origine directe du projet, et le Comité scientifique, désigné par le maire, en compte deux représentants *ès qualité*, auxquels il faudrait ajouter plusieurs autres membres, qui n'ont pas été désignés en fonction d'un quota d'origine, mais en raison de leur spécialité. Certes, il a été précisé que le Mémorial ne serait pas conçu à partir des « mémoires à vif » de telle ou telle population, mais celle des colons sera de fait privilégiée et celle des colonisés pratiquement absente. Les historiens représentatifs de la diversité de la population et du creuset marseillais ne manquent pourtant pas.

Autre problème, celui des rapports entre la municipalité et les experts. Un spécialiste connu de l'histoire de l'immigration à Marseille, par ailleurs militant antiraciste actif, a été écarté. C'est aussi la municipalité qui a le pouvoir de décision sur le contenu du Mémorial.

Un mémorial pour les seuls colons ?

Les membres du comité scientifique ont été unanimes pour rejeter la formule de « Mémorial de l'œuvre française Outre-Mer » initialement prévue. Ils ont souligné que la formule « œuvre française » rappelait trop le titre d'une revue collaborationniste sous Vichy et qu'elle était déjà par elle-même un jugement de valeur. Ils ont aussi pris leurs distances à l'égard d'un projet antérieur, élaboré par un cabinet de consultants, qui se fixait pour ambition de « donner aux jeunes générations l'orgueil de l'œuvre accomplie par leurs aînés... de montrer le rayonnement de la France et sa mission civilisatrice sur les cinq continents »²⁵.

Le conseil municipal affirme vouloir « sortir de la dialectique de la célébration et de la condamnation » et, « sans arrogance ni culpabilité », « faire connaître à l'aide de moyens modernes quand, pourquoi, comment, la France est allée outre-mer et l'œuvre qu'elle y a assurée, de montrer cette œuvre avec ses réussites, ses échecs, ses qualités, ses erreurs en évitant les poncifs habituels quand on parle de l'empire colonial ».

En réalité, deux points de vue se sont opposés sur plusieurs problèmes de fond.

24. Les années 1880-1890 avaient été aussi marquées par une poussée anti-italienne dans la ville d'Aigues-Mortes et sa région où se produit une tuerie en août 1893.

25. J. Dourdin Consultants, « Le Mémorial de la France d'Outre-Mer, étude diagnostic », 6 août 1996.

Sur l'appellation du musée d'abord : le terme outre-mer a été retenu, bien que tout un chacun sache qu'il est un euphémisme pour désigner la colonisation. C'est ainsi que les vieilles colonies (antérieures à l'expansion du XIX^e siècle), sont devenues des DOM et TOM en 1946, que *La Revue d'histoire coloniale* a changé de titre en 1958 pour devenir *Revue française d'histoire d'outre-mer*. Mais aucun organisme scientifique récemment créé n'a repris cet intitulé, obsolète et sans consistance scientifique.

D'autres désaccords se sont exprimés sur le contenu du projet. S'il est légitime que les Français expatriés dans l'Empire trouvent leur place dans notre culture nationale, il est tout aussi important que la société coloniale soit représentée dans sa totalité. Comment concevoir un musée d'où seraient absentes (ou présentes seulement à travers le prisme déformant de la « vie quotidienne des Français d'outre-mer et ses rapports avec la vie des indigènes »²⁶) l'immense population paysanne d'Afrique et d'Asie, taillable et corvéable à merci durant des décennies, la main-d'œuvre qui a été indispensable à la mise en valeur, les troupes fournies par l'Empire lors des deux guerres mondiales, les immigrations, ainsi que les nouvelles élites « mixtes » formées au contact des cultures ?

Ce parti pris n'est pas le seul qui fasse problème. L'irénisme affiché par souci de ne pas « réveiller les vieilles haines du passé » peut-il faire disparaître, comme par magie, les guerres de conquêtes, l'assujettissement, l'exploitation qui sont le prix très lourd payé par les sociétés dominées à une colonisation qui a été - cela est non moins vrai - leur passage contraint et forcé - obligé pensent certains, encore que cela n'ait rien de sûr - vers la modernité ?

La création parallèle d'un mémorial-conservatoire de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc, à Montredon-Labessonnie, dans le Tarn, a enlevé une épine au projet marseillais. De là à ne montrer de la colonisation que « la médecine, les grands travaux, les ports et les voies maritimes, l'agriculture, l'urbanisme, la poésie et la littérature, les arts en général, la recherche en matière ethnologique, les expositions organisées à Marseille, l'enseignement évidemment, surtout sous la forme des grands établissements, l'étude des langues dites orientales »²⁷, il y a un pas qui aboutit à une histoire sainte. Les autres thèmes, retenus au fil des débats, concernent les types sociaux (colons, armateurs, explorateurs, soldats, missionnaires...), et les grandes figures (Lyautey). Les expositions prévues portent sur le bateau, la religion et le sacré, le corps et l'art de vivre, l'art, l'architecture, ainsi que la femme et l'amour, un peu d'érotisme ne pouvant qu'attirer le chaland.

26. Selon les termes du rapport du président du Comité scientifique du 8 avril 2001.

27. Selon un document de travail du 28 février 2001.

Retour d'innocence ou histoire critique ?

Le projet de Mémorial réussirait ainsi le tour de force de reconstituer l'univers des colons en écartant la réalité de la « situation coloniale », notion féconde que Georges Balandier a mise en avant dans les années 1950 pour rendre compte du système liant colons et colonisés²⁸. Il se veut tellement apolitique qu'il n'y aura même pas une référence à la politique impérialiste, sans laquelle on se demande bien comment un empire aurait pu être bâti.

Sans doute, un regain d'intérêt pour ce passé se manifeste-t-il sous des formes diverses, par exemple dans des films tels que *Chocolat*, *Coup de torchon*, *Indochine...*²⁹. Mais leur qualité tient précisément à leur refus d'esquiver la violence des rapports entre colons et colonisés. Le Mémorial, lui, s'inscrit dans un paysage qui rappelle celui de la « nostalgérie », où ne sont filtrés que les souvenirs positifs. Retour à l'innocence du bon vieux temps ? Même pas : dans la longue liste des thèmes et des figures qui ont été évoqués, comment ne pas remarquer un absent de taille, l'instituteur, le hussard de la République ? De quoi faire se retourner dans sa tombe Jules Ferry, le laïque et l'artisan de la « plus grande France ».

À l'encontre d'un tel projet, c'est le problème de la signification actuelle de cinq siècles d'histoire qu'il faut poser. Définir cette signification, ce qui est la seule possibilité d'intégrer l'empire disparu dans la mémoire nationale, exige un débat contradictoire et la prise en charge des différents points de vue. Comme le souligne Daniel Hemery, qui critique justement le terme de mémorial et préfère celui d'historial (utilisé pour le musée de Péronne consacré à la Grande guerre), il n'y a certes pas déficit de mémoires (ce serait plutôt le contraire), mais bel et bien déficit scientifique, insuffisance d'histoire !³⁰ On ne peut que s'inquiéter enfin de la fonction pédagogique attribuée à ce mémorial et de l'utilisation de l'Éducation nationale comme relais d'un public scolaire.

Carrefour aux horizons planétaires, société construite par l'immigration, Marseille mériterait surtout d'être un vrai et grand lieu de mémoires, diverses et forcément contradictoires. Le passé colonial n'est certes pas facile à rassembler dans une institution. Mais c'est chose possible à condition d'en définir clairement la finalité et le contenu et d'en faire un lieu de mémoires partagées. Toutes les mémoires, même les plus opposées, portent en effet en elles une dimension commune, qui dépasse les conflits d'hier ; car anciens colonisés et colonisateurs sont confrontés à une pluralité enracinée ici comme là bas, à une part de l'Autre intégrée en soi, à une part de soi intégrée par l'Autre. Ces mémoires associées peuvent être sources de réflexion et d'élaboration du devenir de l'humanité.

28. Un colloque qui s'est tenu à New-York sur la notion de situation coloniale a été partiellement publié dans *Les Cahiers Internationaux de Sociologie*, janvier-juin 2001.

29. *Chocolat* de Claire Denis (1988), *Coup de torchon* de Bernard Tavernier (1991), *Indochine* de Régis Wargnier (1992).

30. Voir *La Revue française d'histoire d'outre-mer*, 2001. Daniel Hémerly (que je remercie pour la relecture de ce texte) et moi-même avons démissionné du comité scientifique pour marquer notre désaccord avec les orientations retenues.

De ce point de vue (mais quel autre proposer, qui soit à même de conférer un sens à ce passé ?) la colonisation a été une phase dans une histoire de plus en plus mondiale, a entraîné toutes les sociétés impliquées dans ce processus à la fois unificateur et producteur de différences, fondateur du présent.

Claude LIAUZU

Ahmed MARZOUKI, *Tazmamart, cellule 10*, Paris, 2000, Éditions Paris Méditerranée, 334 p.

Ahmed Marzouki³¹, qui a participé à son corps défendant³² au coup d'État de juillet 1971 contre le roi Hassan II au palais de Skirat³³, a été condamné en février 1972 à cinq ans de prison. Il en a effectué 18, dans des conditions inhumaines, au bagne de Tazmamart situé au sud-est du Maroc³⁴, à soixante kilomètres d'Er Rachidia et à quinze kilomètres d'une petite ville qui s'appelle Riche. Libéré en 1991 avec les 28 autres détenus³⁵, qui comme lui, avaient survécu, il a pris son bâton de pèlerin pour raconter leur calvaire commun et lever le voile sur un des secrets les plus honteux du régime de répression hassanien dans un livre poignant *Tazmamart, cellule 10*, aux éditions Paris Méditerranée³⁶. D'abord récit direct d'un homme sur ce qu'il a vécu, ce livre dépasse le simple témoignage par le fait qu'il constitue, à ce jour, une des seules traces manuscrites dont l'historien dispose, publiquement, sur le sujet. Les archives du makhzen restant, on s'en doute, indisponibles, ce sont les survivants³⁷ du bagne de Tazmamart qui fournissent aux chercheurs, grâce à un extraordinaire travail de mémoire, les détails de leur vie à l'intérieur d'une prison, dont l'existence a toujours été niée, jusqu'à une date récente, par l'État marocain³⁸. Ce sont ces « détails », sur la géographie, l'architecture, la santé, l'hygiène, l'alimentation, les occupations, le temps, la folie, la mort..., amassés avec une précision chirurgicale par un homme réduit au silence et à la nuit pendant dix huit années qui font de ce livre un outil essentiel et incontournable pour l'historien du Maroc contemporain.

31. Ahmed Marzouki est sorti de l'Académie Royale Militaire en 1969. À cette date, il a rejoint l'école militaire d'Ahermoumou dirigée par le colonel M'Hamed Ababou.

32. Ahmed Marzouki était alors sous lieutenant. Au moment du coup d'État, il commandait le douzième commando (il y en avait 25 au total) mais croyait participer à des manœuvres à balles réelles. Ayant pénétré avec ses hommes dans le palais de Skirat, il comprend enfin la nature de l'action menée et refuse de tirer sur les invités présents.

33. Les deux premiers chapitres du livre sont d'ailleurs consacrés à l'école militaire d'Ahermoumou et aux deux coups d'État de 1971 et 1972.

34. À la frontière algéro-marocaine.

35. Sur les 58 officiers et sous-officiers enfermés.

36. Le livre a été écrit grâce à la collaboration attentive et bienveillante d'Ignace Dalle qui a par ailleurs rédigé l'avant propos.

37. Midhat René Bourequat a écrit un livre qui traite notamment de son calvaire à Tazmamart : *Mort vivante. Témoignage. Rabat 1972. Paris 1992*, Paris, 2000, Éditions Pygmalion, 285 p.

38. En 2001, les anciens de Tazmamart pouvant encore se déplacer ont obtenu du nouveau roi Mohamed VI, le droit de commémorer leur long calvaire. Ils ont organisé, à proximité du camp, une manifestation à laquelle participait notamment Ahmed Marzouki et Midhat Bourequat.

L'historien à la recherche d'une histoire improbable

Bien que plusieurs travaux pionniers, dont ceux de Gilles Perrault et de Christine Daure-Serfaty³⁹, aient donné une vision relativement claire de ce que pouvait être l'univers concentrationnaire marocain (les *Anihommes*, *un peu plus que des rats, un peu moins que des hommes*⁴⁰), *Tazmamart, cellule 10* apporte en effet, « grâce à un homme de l'intérieur », de très nombreuses données nouvelles indispensables à la recherche sur le sujet. Sur la géographie et l'architecture externe du camp d'abord dont on avait encore récemment que des vues plongeantes prises clandestinement et avec parcimonie de la butte le surplombant. Grâce au livre de Ahmed Marzouki, on apprend ainsi l'exacte localisation et organisation des infrastructures carcérales. Composé de deux grands blocs d'une cinquantaine de mètres de longueur, dans le prolongement l'un de l'autre faisant, au total, dix mètres de largeur et quatre de hauteur, le bagne de Tazmamart est « protégé » par un mur d'enceinte de six mètres de haut aux quatre coins duquel se trouvent des guérites de surveillance. À l'intérieur, une cour, mélange de terre battue, de rocaïlle et de sable, présente une inclinaison assez forte⁴¹. Dans ce tableau, un détail frappe immédiatement : le bloc 1 domine assez nettement le bloc 2. Apparemment sans incidence, ce « détail » permettra aux détenus du premier bloc (celui où se trouve Ahmed Marzouki) d'avoir trois fois moins de morts que ceux du second bloc⁴². Situé « en aval » du bloc 1, donc moins bien protégé, le bloc 2 est en effet une « *cuvette de feu* » l'été et un « *puits d'humidité* » l'hiver. Une fois la « *lourde porte de fer refermée* » sur eux, c'est face à leur cellule que se trouvent les hommes. Ces cellules, apparemment de taille identique (trois mètres sur deux mètres et demi⁴³) constitueront, pendant toute la durée de l'incarcération, l'essentiel de leur univers⁴⁴. Ahmed Marzouki en fait d'ailleurs une reconstitution minutieusement mécanique⁴⁵ d'un réalisme saisissant et éprouvant. On le suit, hagard, dans cette pièce minuscule où l'on respire mal (*par trois rangées de cinq à six trous creusés à même la porte*), où l'on ne voit rien (*un trou percé dans le plafond à*

39. Gilles Perrault : *Notre ami le roi*, Paris, 1990, Gallimard, 367 p et Christine Daure-Serfaty : *Tazmamart, une prison de la mort au Maroc*, Paris, 1992, Stock, 236 p.

40. Gilles Perrault : *Notre ami...*, *op. cit.*, p 277.

41. C'est dans cette cour que seront enterrés les détenus morts à Tazmamart. Aucun des corps n'a été, à ce jour, rendu aux familles.

42. Selon Ahmed Marzouki, cette étonnante « résistance » à la mort des détenus du bloc 1 tient au fait que s'y trouvaient enfermés la plupart des officiers (15 dont 4 capitaines contre 9 et 1 capitaine dans le bloc 2) et que la discipline militaire a relativement bien fonctionné.

43. Le plafond se trouve par ailleurs à quatre mètres du sol.

44. En dix huit années de bagne, Ahmed Marzouki ne sortira qu'une trentaine de fois de sa cellule (autre geôle, couloir du bâtiment). Il ne verra jamais l'extérieur de la prison où il a été enfermé.

45. Voilà ce qu'écrit Midhat Bourequat : *Sitôt enfermé dans ma geôle de béton, en cette chaude matinée de mars 1981, je m'astreignis à pendre possession de ma nouvelle demeure obscure, et à en assimiler l'horrible puanteur. C'était une exigence absolue de survie. Mesurant ma geôle, en long, en large, en diagonale, avec mes pas, mes bras et mes mains, j'ai incrusté dans ma mémoire ses aspérités, ses encoignures et ses trous. Je voulais en faire un prolongement de mon corps afin de pouvoir me déplacer dans son noir tombal, sans crainte d'en cogner les murs ou de ma faire quelque entorse désastreuse pour mes mouvements.* In : *Mort vivant...*, *op. cit.*, p 187.

travers lequel s'infiltrait une lueur si pâle qu'on a de la peine à voir les dix doigts de ses mains) et ou une simple dalle de ciment⁴⁶, qui constitue l'essentiel de l'ameublement, sert de lit. Au régime « spartiate » de la cellule, s'ajoutent des conditions alimentaires (*nous mourrions constamment de faim*)⁴⁷, sanitaires et climatiques (des étés étouffants et des hivers au froid mordant) épouvantables qui provoquent un développement galopant des maladies. Rapidement, les infections dermatologiques⁴⁸, oculaires, dentaires, intestinales, pulmonaires... se multiplient. Croupissant dans leur crasse et leurs déjections⁴⁹, les détenus se transforment progressivement en *charognes puantes et pourrissantes* et agonisent et meurent dans un dénuement total. En 1981, quand Midhat Bourcquat arrive à Tazmamart, huit ans après l'incarcération d'Ahmed Marzouki, c'est d'ailleurs *l'horrible puanteur* du lieu qui le saisit immédiatement⁵⁰. Cette *puanteur* à laquelle il est impossible d'échapper, comme à la saleté, à la faim, à la maladie et à la mort, fait bien évidemment partie intégrante du livre d'Ahmed Marzouki. Au-delà de ce récit de l'horreur narré sans aucune édulcoration dans une langue volontairement aride, particulièrement présent dans le chapitre racontant « les longs calvaires de Mimoune Al-Fagouri et de Mohamed Lghalou »⁵¹, c'est l'inventaire des « ingrédients » du bain qui rend ce travail si singulier et si utile pour l'historien.

46. De deux mètres cinquante de long sur un mètre de large, coulée sur le mur opposé à la porte.

47. Ahmed Marzouki donne la description suivante de l'alimentation donnée aux détenus : petit déjeuner : entre 30 et 60 grammes de pain sec avec une tasse de « café » sans sucre qui avait le goût de l'orge et qui donnait des brûlures d'estomac ; déjeuner : une petite louche de soupe accompagnée de lentilles, de pois chiches (dans la plupart des cas mal cuits) ou de purée de fèves (*bissara*) ; dîner : une louche de soupe au vermicelle et 100 grammes de pain sec. In : *Tazmamart...*, *op. cit.*, p 71 et 72.

48. Non sans humour, Ahmed Marzouki écrit ainsi : *Ce manque total d'hygiène la plus élémentaire devait entraîner une flopée de maladies de peau qui auraient occupé à plein temps une équipe de dermatologues*. *Ibid.*, p 68 et 69.

49. Le « trou » prévu à cet effet était trop petit occasionnant des engorgements et des débordements constants.

50. *Je ne perçus pas encore pleinement l'odeur nauséabonde qui m'agressa. Elle vint à moi, défraîchie et atténuée, déposant au travers de la cagoule ses intenses exhalaisons, comme gênée de les porter en elle. Je la flairais à mesure de notre avancée et je la sentais, me pénétrant semblable à des effluves infects, croupissant dans un égout exubérant*. Midhat Bourcquat : *Mort vivant...*, *op. cit.*, p 179.

51. Voilà ce que nous en dit Ahmed Marzouki dans son livre : *Lghalou s'était transformé en un amas pourri de sang, de sueur, d'urine et de saletés. Son corps d'était rétréci d'une manière unimaginable et il ressemblait désormais à un gamin de huit ou neuf ans, affublé d'une barbe à moitié blanche qui pendait sur les os de son thorax affreusement amaigri. Quand Gballoul et moi lui avons enlevé ses vêtements, la chair est venue avec le tissu, laissant apparaître certains os. L'odeur était tellement pestilentielle, que pourtant habitué au pire, j'ai vomit tout ce que j'avais dans le ventre. Une fois complètement deshabillé, la vision était dantesque : Lghalou avait le dos et les flancs écorchés, ses côtes étaient abîmées, son thorax n'était plus bombé mais incurvé. Son bassin s'était complètement aplati de l'arrière. En un mot, il était devenu un squelette déformé, enveloppé d'une peau mince, déchirée et trouée de toutes parts*. In : *Tazmamart...*, *op. cit.*, p 166 et 167.

Le statut d'une source : la mémoire pour l'histoire ?

Grâce au livre de Ahmed Marzouki, on comprend mieux, en effet, la structure générale du système répressif de Tazmamart et la manière dont les détenus organisent, avec le peu de moyens à disposition, un semblant de vie quotidienne. Le chapitre sur « l'installation » nous renseigne ainsi, au moins pour le bloc 1 où se trouvait Ahmed Marzouki, sur l'élaboration d'un programme collectif qui avait pour objectif de rythmer les journées des prisonniers et de leur assurer, dans un univers presque totalement déshumanisé et dépersonnalisé, un rôle spécifique valorisant (muezzin, conteur, bricoleur...). À partir des années 1973-1974, ce programme a pris une forme relativement stable où alternaient prières (avant 7h30, à midi, dans l'après-midi, le soir et la nuit), études coraniques (après le petit déjeuner et pendant une heure et demi), repas, discussions et narrations⁵². Pour converser en toute tranquillité, à l'abri des oreilles indiscretes, les détenus ont de même inventé un langage compréhensible pour eux seuls⁵³. Ce « tazmamarti » était composé de mots et d'expressions arabes, français et anglais dont la signification première avait été détournée au profit des nécessités de la détention. Ahmed Marzouki en recense, dans le chapitre qu'il consacre à cette question, au moins 80⁵⁴. S'il nous renseigne sur les détails de la vie quotidienne des détenus du bloc 1, y compris d'ailleurs sur les tensions et désunions qui ont pu se faire jour à mesure de la corruption des gardiens (chapitre sur les premiers contacts où il est longuement question des relations « délicates » entre détenus de classes sociales différentes et du partage « équitable » des médicaments, des vitamines et des denrées qui entraient parcimonieusement dans le camp grâce aux familles aisées de certains prisonniers), le livre de Ahmed Marzouki propose aussi des informations inédites (nombre, identités, fonctions...) sur les bagnards et le personnel d'encadrement (le chapitre IV permet d'avoir une vision claire de la direction du camp et du nombre, du rôle et même de la psychologie de chaque gardien). Quand il publiait son livre, en 1990, Gilles Perrault écrivait ainsi ne pas connaître le chiffre exact des « emmurés de Tazmamart ». Si Ahmed Marzouki ne prétend pas dresser un tableau exhaustif du nombre des détenus qui se sont trouvés, à un moment de leur vie carcérale, au bagne de Tazmamart⁵⁵, il donne par contre une liste

52. Ahmed Marzouki raconte comment Mohamed Raiss tint quinze jours en racontant *La Rabouilleuse* de Balzac : *L'illusion fut telle que le plus jeune d'entre nous, Ahmed Boubida, surnommé Hmida, sympathique et serviable camarade, qui prononçait le s « ch » et le z « g », remarque à la fin : - Mais Bâ Shaber, La Rabouilleuse du pauvre Balzac est nulle devant la tchienne !* Ibid, p 100.

53. Des détenus ayant réussi à corrompre certains gardiens, des postes de radio avaient pénétré dans le bloc 1. Les prisonniers écoutaient donc les nouvelles du dehors. Censés être totalement coupés de l'extérieur, ces informations, entendues par un gardien qui n'était pas acheté, auraient pu leur coûter extrêmement cher. D'où l'invention du « tazmamarti ».

54. Amnesty International a parlé de Tazmamart dans un long rapport adressé à l'ONU devient ainsi : Amina a spiki de butagaz dans un high tairb-gar adressé à Abdelouahid.

55. Dans le chapitre VIII, il précise l'existence de nouveaux arrivants ponctuels : 16 noirs africains, arrivés en 1978, qui ne font que transiter dans le camp ; le sergent-chef Miloudi, décédé en 1980, qui se trouvait à Tazmamart pour une raison inconnue de Marzouki ; les frères Bourequat, incarcérés en 1981... Selon Ahmed Marzouki, d'autres détenus « isolés » ont pu ainsi se trouver dans le camp sans que les autres prisonniers aient conscience de leur présence.

précise des identités, des grades et des condamnations des 58 prisonniers des deux coups d'État avortés de 1971 et de 1972 et précise leur répartition par bâtiment et par cellule (chapitre IV). À cette géographie carcérale globalement inconnue jusque là, il ajoute enfin, dans un long chapitre très émouvant intitulé *In memoriam*, un récit détaillé de la fin de vingt des trente prisonniers décédés à Tazmamart de février 1974⁵⁶ à mars 1991⁵⁷.

En écrivant, en 1992, *Tazmamart, une prison de la mort au Maroc*, Christine Daure-Serfaty notait simplement : *Ce texte n'est qu'un début : d'autres suivront, écrits par ces hommes, lorsque les pressions pour s'assurer de leur silence auront cessé ou seront sans effet*⁵⁸. *En attendant, parler d'eux, faire connaître leur histoire les protège, protège ce qui leur reste de vie. Et la mémoire de cette histoire nous protège contre l'oubli, l'oubli qui rendrait possible le retour d'autres Tazmamart*⁵⁹. Cette remarque, non dénuée de sens, comme le montrent les passages du livre d'Ahmed Marzouki qui retracent la vie après Tazmamart (et notamment les chapitres XVI à XXI qui dépeignent les très nombreuses tracasseries et pressions du makhzen et de ses agents et le chapitre XXII où il est question d'un second enlèvement), pose aussi la question, plus large, du rapport entre mémoire et histoire et entre source orale et historien. Comme le précise Germaine Tillion dans l'introduction de son livre sur Ravensbrück : *L'histoire ne se presse pas*⁶⁰. Bien sûr liée au « temps de l'histoire » (à l'inventaire des sources manuscrites et imprimées quand celles-ci existent encore, à la communicabilité des archives...), cette « carence » de travaux historiques sur des « sujets douloureux » et des « mauvais objets », s'explique aussi par une « frilosité » scientifique et politique dans le champ de la recherche sur le Maghreb contemporain qui conduit, depuis quelques années, les témoins à faire eux-mêmes œuvre d'histoire. Dans son livre, Ahmed Marzouki ne fait pas seulement reculer l'oubli, il n'entretient pas seulement la mémoire de Tazmamart et de ceux qui y sont morts dans des conditions abominables, il participe, comme témoin direct des événements qu'il raconte, à la construction d'une histoire du Maroc contemporain qui ne soit pas gommée de ses aspects les plus dérangeants. Se faisant, il ouvre la voie à une étude globale du système de répression hassanien qui s'avère, plus que jamais, nécessaire. Aux historiens ensuite de corroborer le récit, de confirmer la mémoire, d'éclairer avec des documents nouveaux et des perspectives innovantes : en un mot de faire leur travail.

Christelle TARAUD.

56. Le 22 février 1974 est mort le lieutenant Mohamed Chemsî, première victime de Tazmamart.

57. Le dernier décédé est le capitaine Abdelhamid Ben Douro (5 mars 1991).

58. Ahmed Marzouki raconte, en effet, dans la seconde partie de son livre qui commence avec sa libération en 1991, les nombreuses pressions exercées sur lui pour le contraindre au silence (y compris un enlèvement en 1995). Il raconte surtout la réalité de la vie quotidienne des anciens de Tazmamart qui se trouvent, pour la plupart, sans travail et sans argent pour assurer les frais des nombreux soins médicaux auxquels ils doivent être soumis.

59. Christine Daure-Serfaty : *Tazmamart...*, *op. cit.*, p. 17 et 18.

60. Germaine Tillion : *Ravensbrück*, Paris, 1988, le Seuil, p. 18.

Henri BRESC, Christiane VEAUUVY (dir.), *Mutations d'identités en Méditerranée. Moyen Âge et Époque Contemporaine*, Alger, Éditions Bouchène, 2000, p. 301.

Cet ouvrage est issu d'un séminaire de l'équipe interdisciplinaire « Identités, migrations, minorités en Méditerranée occidentale, passé et présent », animé par Christiane Veauvy, Henry Besc et Abdelmalek Sayad (décédé en 1998) dans le cadre de l'Université de Paris X et de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Ces coordinateurs souhaitent l'inscrire dans la continuité « logique » d'une recherche initiale sur les systèmes symboliques et la rupture que suppose l'avènement de l'État en Méditerranée occidentale. Plus précisément, il répond à une volonté de « saisir les formes sociales à travers lesquelles s'opèrent les identifications, s'affirment ou se réaffirment, et souvent se revendiquent, individuellement - à l'état dispersé - ou collectivement - à l'état organisé ou non - les appartenances identitaires ». Malgré les apparences et le titre affiché, ses auteurs refusent de céder à une quelconque forme de substantialisme ou de culturalisme « rénové », émettant des doutes quant à l'existence d'une « identité méditerranéenne » et préférant parler de fait méditerranéen, au sens sociologique, que l'on doit entendre comme l'expression d'une densité d'échanges humains, matériels et symboliques, « reposant sur une pluralité de pôles, de tensions, de confrontations qu'il convient de déchiffrer ». En somme, si l'identité méditerranéenne n'est qu'une utopie mobilisatrice, le fait méditerranéen constitue bien, lui, un objet d'investigation et de réflexion scientifique « crédible » qui mérite toute l'attention des *social scientists* des deux rives. L'originalité de la démarche des auteurs repose sur un ce pari un peu fou de réunir à une « même table » historiens médiévistes et sociologues, peu habitués à dialoguer ensemble, et encore moins à élaborer des problématiques communes autour de notions qui ne veulent pas forcément dire la même chose pour les uns et les autres. Quelle dynamique réflexive espérer tirer d'une confrontation entre spécialistes du Moyen Âge, ayant plutôt l'habitude de travailler sur des registres « poussiéreux » et, des chercheurs des sociétés du temps présent, davantage rodés aux entretiens et aux enquêtes quantitatives sur le « vivant » ? N'aurait-il pas été plus judicieux, afin de limiter les risques de « diglossie disciplinaire », de réunir des historiens de différentes « périodes » de la Méditerranée occidentale ou (deuxième option possible) des sociologues travaillant sur divers aspects des échanges et des flux méditerranéens ? À cette question, les coordinateurs de l'ouvrage répondent fort astucieusement, moins en légitimant la complémentarité supposée des deux démarches disciplinaires (médiévistes/sociologues), qu'en postulant implicitement que le point nodal du fait méditerranéen se situe précisément à l'époque médiévale : les recherches conduites par les médiévistes ont permis de mettre en lumière « les emboîtements, les enclavements et les glissements, les mutations. La pluralité des identités n'est pas une caractéristique exclusive des sociétés contemporaines [. . .]. Les médiévistes rejoignent, on le voit, les spécialistes des sociétés contemporaines sur des problématiques essentielles ». En ce sens, si l'on pousse le raisonnement des auteurs, il ne peut y avoir de sociologie du fait méditerranéen, sans un retour constant sur le Moyen Âge, époque où se nouent, se dénouent, s'affrontent, se confrontent les « identités méditerranéennes » productrices de rapprochements et de clivages fondamentaux, perceptibles et objectivables au temps présent. Pour

autant, peut-il y avoir un dialogue entre les représentants des différentes disciplines sans langage commun ? La référence au fait méditerranéen suffit-elle à créer les conditions d'un savoir partagé ? N'existe-t-il pas un risque de se complaire dans une sorte d'irénisme interdisciplinaire, en entretenant l'illusion d'un dialogue mais, en réalité, sans intention d'avancée conceptuelle significative, bâtissant une « maison méditerranéenne » sans fondations en quelques sorte ?

Ainsi, apparaît-il nécessaire de « mettre en place, au carrefour de deux disciplines [la sociologie et l'histoire], une série de repères sur les définitions et les usages de la notion d'identité ». Et, force est de reconnaître que la démonstration des coordinateurs de l'ouvrage est plutôt convaincante : cherchant à dépasser un « essentialisme naïf », ils se sont attachés à tirer quelques fils rouges et à expliciter les problèmes qui se sont posés aux différents participants du séminaire : la tentation de se réfugier dans une histoire ou une sociologie fixistes, donnant la primauté aux grands ensembles socio-politiques et religieux au détriment des emboîtements identitaires complexes, des césures, des « déviations » et des « hérésies » qui sont le plus souvent oubliés des historiens et des sociologues. Car, au-delà des lectures « lisses » et finalement rassurantes des faits socio-historiques en Méditerranée, il est possible de s'arrêter sur ces « identités enchevêtrées (cas fréquent en Méditerranée) » qui, bien que devenues parfois invisibles, « sont pourtant [toujours] efficaces dans l'ordre symbolique ».

Vincent GEISSER